

## 2 Politique

## Opposition/A propos du dialogue politique

## Jean Eyeghe Ndong pour une " concertation préalable de ceux qui partagent le même objectif de démocratie... "

O. N. &amp; C. O.

Libreville/Gabon

**L'ancien Premier ministre, par ailleurs un des soutiens de Jean Ping au dernier scrutin présidentiel du 27 août 2016, a donné un point de presse, hier, à sa permanence politique, sise à Nkumbo dans le deuxième arrondissement de Libreville. Occasion pour lui de revenir sur la situation politique actuelle, essentiellement marquée par une crise post-électorale. Ce qui, selon lui, fait que le dialogue apparaisse "légitime et donc nécessaire". Toutefois, celui-ci doit remplir certaines conditions.**

**JEAN** Eyeghe Ndong (JEN), ancien Premier ministre de feu Omar Bongo Ondimba, actuel sénateur du deuxième arrondissement de Libreville, par ailleurs un des soutiens de l'opposant Jean Ping (opposition) lors du dernier scrutin présidentiel, qui ne s'était plus

prononcé depuis les violences qui ont marqué le Gabon après l'annonce des résultats provisoires de ladite élection, a rompu le silence hier. C'était à la faveur d'un point de presse donné à sa permanence politique, sise à Nkumbo dans le deuxième arrondissement de la capitale gabonaise. Occasion pour lui de revenir sur la situation politique de notre pays et surtout de se prononcer sur l'idée du dialogue politique qui fait l'actualité actuellement. Après avoir déploré certains travers susceptibles de compromettre le vivre-ensemble des Gabonais, l'ancien vice-président de l'Union nationale (UN) a conclu qu'"il y a crise au Gabon dans tous les compartiments de notre société". Selon lui, "si le dialogue apparaît dès lors légitime et donc nécessaire compte tenu des circonstances graves que connaît le pays, il importe que nous l'inscrivions dans un contexte et un cadre appropriés, que nous définissions



Photo : Chris OYAME

Jean Eyeghe Ndong, appelle à une concertation préalable de son camp politique. Photo de droite : Une vue des membres de l'opposition présents à son point de presse.

ses modalités de même que son contenu et que toutes les parties prenantes à ce dialogue national s'accordent sur ses objectifs clairement identifiés." Et JEN de poursuivre : "Ceci pour l'intérêt supérieur de la nation : la nation dont le peuple aspire au respect des valeurs de patriotisme, de respectabilité aux yeux du monde, de justice, d'unité, de liberté, de démocratie et de paix. La paix des cœurs pour un meilleur vivre-ensemble, la paix pour un véritable apaisement qui ne doit pas seulement être un mot, mais un



Photo : Chris OYAME

véritable sentiment pour chacun, résultant d'une bonne gouvernance politique." L'orateur pense que c'est là "le sens bien compris" d'un dialogue qui ne pourrait se tenir "sans prendre en compte toutes les pertes en vies humaines, les blessés graves, les compatriotes privés de liberté et toutes les calamités vécues depuis le 31 août dernier ; les injustices juridiques et sociales dont beaucoup de compatriotes sont l'objet au Gabon depuis la nuit des temps...". Mais pour Eyeghe Ndong, tout ceci exige que

"ceux qui partagent le même objectif de démocratie et de justice se concertent préalablement, et adoptent pour le moins une position consensuelle avant de s'engager autour de la table pour de grandes et sérieuses réflexions, de vraies et sincères décisions, toutes aussi grandes que définitives pour un avenir qui vaille pour le Gabon". Pour l'actuel sénateur de Nkumbo, "toute prise de position personnelle et précipitée ne peut être que contre-productive et vouée inévitablement à l'échec". Avant tout, Jean Eyeghe

Ndong qui a réaffirmé son soutien à Jean Ping, a par ailleurs fait une "mise au point" par rapport à sa présence au siège de Dynamique nouvelle (DN). "Je comprends que certains compatriotes se soient interrogés et même indignés de me voir aux côtés du président de DN (René Ndemzezo Obiang) alors qu'il s'exprimait publiquement sur la question du dialogue politique tel qu'annoncé par Ali Bongo Ondimba. Dialogue auquel il semblait répondre favorablement". Précisant que ce dernier exprimait-là son point de vue personnel, JEN a dit "qu'en tout état de cause, j'avoue que ma surprise a été totale à l'écoute de ses propos, d'autant plus que, à ma connaissance, DN, en tant que parti politique, ne s'est pas encore prononcé sur ce dialogue et Monsieur Jean Ping à qui nous apportons toujours notre soutien politique n'a pas évolué par rapport à la position qu'il a exprimée au lendemain de la décision de la Cour constitutionnelle".

Dialogue national prôné par le président Ali Bongo Ondimba  
Le MPO soutient l'idée

LEBON

Libreville/Gabon

**Le président du Mouvement politique (MPO), Jean-Christian Manfoumbi, a récemment donné un point de presse pour se prononcer sur l'idée émise par le chef de l'Etat de réunir les forces vives de la Nation autour d'une table pour débattre des questions relatives à l'avenir de notre pays. Cette structure politique s'inscrit dans cette logique.**

**DEVANT** une salle archicomble composée non seulement des hommes de médias, mais aussi

des militants et sympathisants de sa formation politique qui soutient l'action du président de la République, Ali Bongo Ondimba, le fondateur du "Mouvement politique Orange", Jean-Christian Manfoumbi, a salué l'initiative d'organiser un dialogue en vue de recomposer le paysage politique gabonais. Pour l'orateur, l'organisation de ces assises cadre avec l'héritage à nous légué par les pères fondateurs de la nation gabonaise, en l'occurrence Léon Mba Minko et Omar Bongo Ondimba, artisans de la paix et de l'unité nationale.

Aussi, dans le souci de contribuer à sa manière et avec les arguments qui sont les siens, le prési-



Photo : LEBON

Jean-Christian Manfoumbi répondant aux questions des journalistes.

dent du MPO s'est-il dit prêt à prendre part audit dialogue qu'il a par ailleurs souhaité constructif pour l'avenir de notre pays. "Notre jeune démocratie a besoin d'être confortée en y injectant une nouvelle dynamique qui s'adapterait aux grandes démocraties qui nous servent d'exemples. Il s'agira aussi de consolider les acquis de la Conférence nationale de 1990, des Accords de Paris de 1994 et des Accords d'Arambo", a-t-il déclaré. Non sans encourager le nouveau gouvernement conduit par Franck-Emmanuel Isoze Ngondet de tout mettre en œuvre pour la satisfaction urgente des besoins des populations gabonaises. "Le MPO vous encourage à faire

preuve de créativité et de pragmatisme dans l'action afin de répondre positivement aux nombreuses sollicitations de nos compatriotes qui fondent beaucoup d'espoirs dans cette nouvelle équipe gouvernementale ouverte à toutes les sensibilités politiques", a poursuivi l'intervenant.

Par ailleurs, le leader du MPO a lancé un appel à plus de responsabilité aux acteurs politiques de tous bords afin que l'intérêt national prime sur les intérêts personnels, voire partisans. Une invite à une prise de conscience collective en somme. "Essayons de taire nos ego en construisant ensemble, dans un élan patriotique, notre cher et beau pays, le Gabon", a-t-il conclu.

Travaux de la deuxième session ordinaire du CES  
Des avancées significatives

SM

Libreville/Gabon

**LES** travaux de la deuxième session ordinaire du Conseil économique et social (CES), qui a pris fin le 30 septembre dernier, n'ont toujours pas livré leurs conclusions finales. On note, cependant, plusieurs avancées quant au travail mené en commissions. Ce travail devrait, conformément au règlement intérieur de ladite institution, reprendre en intersession ou encore lors de la prochaine session ordinaire.

Ainsi, ces travaux en commissions portent essentiellement sur trois thèmes. À savoir, "l'impact des réseaux sociaux sur la vie des citoyens", "l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme". Puis, "le problème des faux médicaments et leurs circuits illicites au Gabon". Si le premier thème reste un vaste chantier pour la suite de ces assises, les deux autres ont, quant à eux, déjà fait l'objet de débats et d'analyses, au sein des commissions en charge d'y réfléchir. Ceci, en attendant la plénière générale qui devra valider ou non, les avis et recommanda-



Photo : Aritside Mousavou

Les conseillers économiques et sociaux appelés à poursuivre leurs travaux.

tions émises. Pour ce qui est du problème de faux médicaments et leurs circuits

illicites, après avoir dressé un état des lieux, puis une analyse approfondie ayant révélé des faiblesses et plu-

sieurs autres insuffisances (sur le plan juridique et institutionnel), les conseillers économiques et sociaux ont préféré mettre en avant les résolutions issues de la Conférence sous-régionale du 21, 22 et 23 juin dernier à Douala (Cameroun). Des assises qui avaient porté également sur ce fléau. À ces résolutions, les membres de cette commission chargée de réfléchir sur ce thème, proposent de renforcer les capacités et les compétences des autorités nationales de réglementation en matière de lutte contre les faux médicaments. Mais aussi d'adapter les textes législatifs et ré-

glementaires et de veiller à leur stricte application, améliorer l'accessibilité financière des populations aux médicaments de qualité, tout comme est recommandée la création des laboratoires de contrôle efficaces. Rappelons tout de même que toutes ces recommandations formulées, devront préalablement être approuvées en séance plénière générale par la majorité des membres du Conseil économique et social, avant d'être soumis à l'Exécutif. Même si, la date de la réunion de cette instance reste encore indéterminée à ce jour.